

Les tracteurs ont bloqué la ville

450 agriculteurs ont bloqué le centre-ville pendant plusieurs heures, avec 80 tracteurs et 32 remorques de fumier, pour protester contre une nouvelle mouture plus contraignante de la directive « nitrates ».



Angers, boulevard du Roi-René, hier. Des centaines d'agriculteurs bloquent l'artère centrale d'Angers avec leurs engins. Photo CO - Antonio BOZZARDI.

Didier PAILLAT
didier.paillat@courrier-ouest.com

Les agriculteurs savent encore se faire voir et entendre. Hier, à onze heures, ils étaient près de cinq cents devant la préfecture, sur le boulevard du Roi-René, à l'appel des Jeunes agriculteurs et de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA). Le 27 novembre dernier, en soirée, ils étaient venus deux fois moins nombreux, simplement armés de bouteilles. Pas des cocktails molotov mais des bouteilles remplies d'eau des rivières angevines. Leur but : prouver que la nouvelle mouture de la directive « nitrates » est « abusive et injustifiée ».

Cette fois, ils sont venus avec un régiment de blindés : 80 tracteurs impressionnants et rutilants dans leurs superbes livrées rouges, bleues et vertes. Du matos de Claas, Deutz, New Holland, John Deere et

compagnie. Certains remorquent d'énormes bennes aux contenus un peu moins classe : du fumier assaisonné de pneus, palettes et autres déchets.

« Oui à l'environnement mais avec l'économie »

« On est déjà venus, mais on ne nous a pas entendus, alors on est revenus », explique Jean-Marc Lézé, président de la FDSEA. « Lors de la dernière session de la Chambre d'agriculture, le 30 novembre à Beaupréau, nous avons été surpris par les propos du préfet et du Directeur départemental des territoires. A les entendre, nous crions avant d'avoir mal et nous saurons très bien nous adapter ».

Aux yeux de la FDSEA, le nouveau programme de la directive « Nitrates » fait la part trop belle à l'environnement, et la DDT locale aussi. « Oui à l'environnement mais avec l'économie, pas contre elle », insiste

Jean-Marc Lézé. A 11 h 45, le convoi se met en branle et se dirige vers la cité administrative en prenant au plus court, par la rue du Haras. Mais, devant le parking Marengo, la police (1) fait bonne garde, avec le renfort de CRS et leurs véhicules.

« J'ai horreur qu'on me défie, lance Emmanuel Lachalze, secrétaire général de la FDSEA. On venait pour défilier gentiment, on nous pousse à procéder différemment ». Les agriculteurs et leurs tracteurs forcent alors le passage par la rue Paul-Bert, obligeant vers la rue de Brissac. Et là - surprise ! -, l'entrée de la cité n'est pas fermée. Les engins y pénètrent et en ressortent par la rue du Clon, en laissant quelques tonnes de fumier sur leur passage. Les trois entrées (Brissac, Clon et Lafayette) seront bientôt bloquées par le contenu de plusieurs remorques. Les barrières de l'entrée principale, côté Lafayette, vont même céder sous le poids du fumier.

A 12 h 30, alors que tous les tracteurs ont rappliqué vers la place Lafayette, les responsables prennent la parole. « Ça ne s'est pas passé comme nous l'avions prévu », dit Jean-Marc Lézé, faisant écho aux propos de son secrétaire général et en faisant porter le chapeau au préfet : « Il a choisi de nous empêcher d'approcher de la DDT ». Et d'ajouter : « Nous saurons nous en souvenir quand on nous demandera d'épandre les boues urbaines. À chacun sa merde ! ».

Alors que les manifestants en terminent avec un barbecue, leur « merde » fait le bonheur d'un habitant de la Roseraie. « Ça me coûte 15 € quand je vais chez un paysan », dit-il en remplissant sa remorque avec le fumier qui jonche le boulevard du Roi-René. « Si je peux revenir une deuxième fois, j'aurai gagné ma journée ».

(1) 60 policiers et 70 CRS étaient mobilisés

Des tonnes de fumier sur les boulevards

Les 32 bennes contenant du fumier et du lisier, mélangés à des pneus et d'autres matières plastiques, qui ont été déversées par les manifestants devant les grilles de la préfecture (boulevard du Roi-René), au carrefour du Haras et devant les trois accès de la Cité administrative, ont considérablement perturbé la circulation dans tout le centre d'Angers durant une bonne partie de la journée.

Le tramway a été le premier à reprendre son rythme normal en milieu d'après-midi. Mais il a fallu attendre 17 h 15 pour que le trafic des bus, à son tour, rentre dans l'ordre. Cette manifestation a ainsi été un véritable casse-tête pour les usagers et les responsables de la société Irigo, surpris en particulier par le blocage très inhabituel du carrefour du Haras, l'un des points névralgiques du réseau de transport en commun. Elle l'a aussi été pour les services de propreté et de la voirie. Une trentaine d'agents de la Ville et de



Angers, boulevard du Roi-René, hier. Les agents municipaux ont nettoyé en priorité les chaussées du boulevard du Roi-René et du carrefour du Haras.

l'agglomération se sont évertués à partir de 13 heures à évacuer ces tonnes de déchets vers les centres de traitement, pour pouvoir rouvrir

les axes au plus tôt, les uns après les autres, en finissant par les abords de la Cité administrative.

A SAVOIR

« On matraque les éleveurs »

La FDSEA dénonce « les mesures abusives et injustifiées » du 5^e programme d'action de la « Directive nitrates », qui doit être mis en œuvre en septembre 2013. Ce programme prévoit d'étendre les zones vulnérables à 79 nouvelles communes dans l'est du département (Baugeols et Saumurais), qui serait traité comme l'ouest (Mauges et Segréen). Par ailleurs, les périodes pendant lesquelles les agriculteurs pourront épandre les effluents d'élevage seront réduites, ce qui les obligera à augmenter leurs capacités de stockage. « Caux qui étaient aux normes ne le sont plus, explique Jean-Marc Lézé. On ne sait plus faire. On matraque un peu plus les éleveurs, qui ont déjà du mal à vivre. Dans le Baugeols, la tentation sera grande d'abandonner l'élevage pour les céréales, avec toutes les conséquences que cela implique sur l'emploi agricole et dans la filière ».